



Associés
Experts-comptables
Commissaires aux comptes

Bernard BONNAUD
Julien VERNAET

ACCES LOGEMENT INSERTION

Siège social : 67 rue Emma Calvé 12300 DECAZEVILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Relatif à l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2019



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Relatif à l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de l'association ACCES LOGEMENT INSERTION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ACCES LOGEMENT INSERTION relatifs à l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 12 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Principes comptables suivis

Rappelés dans l'annexe, nous avons pu apprécier leur caractère approprié ainsi que leur correcte application.

Estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes

L'exercice sous examen n'a pas donné lieu à des estimations comptables significatives.

Présentation d'ensemble des comptes

Les informations figurant dans les états annuels contribuent de manière satisfaisante à la présentation d'une image fidèle de l'association au 31 décembre 2019.

Procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes

Au cours de notre intervention, nous nous sommes notamment assurés que les procédures de contrôle interne mises en place par la direction de votre association, réduisaient le risque d'anomalie significatives pouvant affecter les comptes annuels, résultant d'erreurs ou de fraudes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres de l'association.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 12 mars 2020.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villefranche de Rouergue, le 28 mai 2020

Le commissaire aux comptes

Julien VERNAET

Pour 2B.COM

ACCUEIL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I

Edition du : 01/01/2019 au 31/12/2019

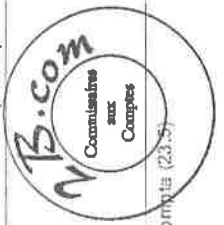
Soldes N-1 de l'exercice

BILAN SYNTHETIQUE

Avec brouillard

Hors simulation

ACTIF	Exercice N		N-1	PASSIF		Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net				
Actif immobilisé :				Capitaux propres			
Immobilitisations incorporelles				Capital		72 550	62 550
- Fonds commercial				Ecart de réévaluation			
- Autres				Réserves :			
Immobilitisations corporelles	72 448	65 865	6 583	- Réserve légale			
Immobilitisations financières	2 373		2 373	- Réserves réglementées			
TOTAL I	74 821	65 865	8 956	- Autres			
Actif circulant :				Report à nouveau		181 040	162 733
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		26 742	18 367
Marchandises				Provisions réglementées			
Avances et acomptes versés sur commandes				TOTAL I		280 332	243 590
Créances :				Provisions pour risques et charges (II)			
Clients et comptes rattachés	1 158	1 158		Dettes			
Autres	27 643		27 643	Emprunts et dettes assimilées		1 200	
Valeurs mobilières de placement	325 157		325 157	Avances et acomptes reçus sur commandes			
Disponibilités (autres que caisse)	1 015		1 015	Fournisseurs et comptes rattachés		11 751	23 558
Caisse				Autres		53 183	54 305
TOTAL II	354 974	1 158	353 816	TOTAL III		64 934	79 064
Charges constatées d'avance (III)				Produits constatés d'avance (IV)		17 506	17 670
TOTAL GENERAL (I+II+III)	429 795	67 023	362 772	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)		362 772	340 324



COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

ACCUEIL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I

Edition du : 01/01/2019 au 31/12/2019

Soldes N-1 de l'exercice

Avec brouillard

Hors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION :			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		83 395
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	50 792	
Achats d'approvisionnement	42 193	50 589	Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	150 920	164 778	Subventions d'exploitation	390 678	394 772
Impôts, taxes et versements assimilés	4 193	3 341	Autres produits	42 479	52 885
Rémunération du personnel	192 887	207 358	Produits financiers	1 432	1 189
Charges sociales	63 439	81 545			
Dotations aux amortissements	4 690	5 952			
Dotations aux provisions					
Autres charges	317	372			
Charges financières					
TOTAL (I)	458 639	513 935	TOTAL (I)	485 381	532 242
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)			PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)		
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	458 639	513 935	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	485 381	532 242
BENEFICE OU PERTE	26 742	18 307			
TOTAL GENERAL	485 381	532 242	TOTAL GENERAL	485 381	532 242





67 rue Emma Calvé
12300 DECAZEVILLE
05.65.43.50.13
acces-logement@wanadoo.fr

NOTE ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019. L'exercice précédent couvrait la période de janvier 2018 à décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, par applications des règlements ANC 2016-07 et CRC n°99-01.

Engagements hors bilan

Engagement de retraite :

Les Indemnités de Fin de Carrière, qui ne font pas l'objet d'une provision dans les comptes annuels, à la date de clôture du présent exercice sont estimées à 31 933.21 euros.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul sont résumées ainsi :

- Méthode d'évaluation : méthodes des unités de crédits projetées
- Taux d'actualisation : 0.77%
- Taux d'évolution des salaires : 1%
- Taux de charges sociales :
 - o 40% pour les non cadres
 - o 50% pour les cadres
- Départ volontaire à la retraite à l'âge légal (60-62 ans)
- Convention collective : hospitalisation privées non lucratif
- Turn-over : faible

Evénements post clôture

L'association est susceptible d'être affectée par le COVID-19, toutefois les financements et le niveau de la trésorerie reste stable. L'association, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les associations, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel. A la date d'arrêté des comptes, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause notre capacité à poursuivre notre activité.



Associés
Experts-comptables
Commissaires aux comptes

Bernard BONNAUD
Julien VERNAET

ACCES LOGEMENT INSERTION

Siège social : 67 rue Emma Calvé 12300 DECAZEVILLE

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31/12/2019



Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Aux Membres de l'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

1- Avec la Communauté de Communes Bassin Decazeville-Aubin

A- Centre d'hébergement

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'hébergement
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 18.000 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2019.

B- Aire d'accueil des gens du voyage

- Nature: subvention de fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage

- Modalités: votre Association a reçu la somme de 61.000 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2019.

2- Avec la Préfecture de Rodez, représentant le Ministère des affaires sociales et de la santé

A- Centre d'hébergement

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'hébergement
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 100.080 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2019.

B- Aire d'accueil des gens du voyage

- Nature: subvention de fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 6.500 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2019.

C- Centre d'accueil et d'orientation

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'accueil et d'orientation
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 170.570 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2019.

Fait à Villefranche-de-Rouergue, le 28 mai 2020

Le Commissaire aux Comptes

Julien VERNAET

Pour 2B.COM

